

Distr.
GÉNÉRALE

TIM/EFC/WP.1/SEM.52/2
3 novembre 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Comité du bois

Commission européenne des forêts

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

**COMITÉ MIXTE FAO/CEE/OIT DE LA TECHNOLOGIE, DE LA GESTION
ET DE LA FORMATION FORESTIÈRES**

Séminaire sur «**La foresterie à la rencontre du public**»

RAPPORT

(tel qu'approuvé par le Séminaire)

Introduction

1. Le séminaire intitulé «La foresterie à la rencontre du public» s'est tenu du 8 au 11 octobre 2001 à l'hôtel Rütthubelbad à Walkringen (canton de Berne) sous les auspices du Comité mixte et à l'invitation du Gouvernement suisse. Des représentants des pays ci-après ont participé au séminaire: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Slovénie, Suède et Suisse.

Ouverture du séminaire

2. Le séminaire a été ouvert par M. M. Büchel, de l'Office fédéral suisse des forêts, qui a souhaité la bienvenue aux participants et présenté les membres du comité d'organisation. M. H. Balsinger, chef du Service des forêts du canton de Berne, a ensuite fait une allocution de bienvenue au nom de M^{me} Zölsch-Balmer, conseillère d'État du canton de Berne. M. Balsinger a souligné que le canton de Berne était le lieu idéal pour organiser un séminaire de cette nature, parce que les fonctions de protection, de loisir, de préservation du paysage et de tourisme de la forêt revêtaient toutes en ce lieu une importance majeure et qu'il se présentait une grande diversité de besoins et d'aspirations parmi la population, qu'il fallait concilier.

À cette diversité de besoins et d'optiques devait correspondre une égale diversité de régimes d'aménagement forestier. M. Balsinger a engagé vivement les forestiers à sortir de leur domaine réservé pour rencontrer la population.

3. M. W. Schärer, Directeur de l'Office fédéral suisse des forêts s'est également adressé aux participants. Il a relevé avec satisfaction l'intérêt suscité par le séminaire, démontré par l'inscription de plus de 100 participants, venus de plus de 20 pays. En Suisse, la population manifestait un grand intérêt pour les questions de foresterie. La population devait être considérée comme également propriétaire de la forêt et à ce titre avait un droit d'accès à la forêt. Il était donc important d'engager la population à dialoguer et à participer. M. Schärer ne doutait pas que le séminaire contribuerait à trouver les moyens appropriés de relever ce défi.

4. Le Président du Comité mixte, M. H. Höfle (Allemagne), a remercié le pays hôte d'avoir organisé le séminaire. Il a souligné que le Comité mixte avait toujours eu une conception globale de la foresterie. Les éléments économiques, environnementaux et sociaux faisaient déjà partie de son programme bien avant qu'ils aient été reconnus comme les trois dimensions du développement durable, à la Conférence de Rio en 1992. Le séminaire s'insérait donc parfaitement dans le programme du Comité mixte parce qu'il devait permettre à des personnes de tous horizons intéressées par la foresterie de se rencontrer et contribuer à créer des liens entre les individus et les pays.

Élection du Bureau (point 1 de l'ordre du jour)

5. Les animateurs ci-après ont été désignés pour chaque point:

Point 4	M. Noel Foley (Irlande)
Points 5 et 6	M. Miles Wenner (Royaume-Uni)
Point 7	M. Hans Höfle (Allemagne)
Point 8	M ^{me} Lena Kopylova (Fédération de Russie)

Adoption de l'ordre du jour (point 2)

6. L'ordre du jour provisoire figurant dans la deuxième annonce a été adopté.

Introduction générale (point 3)

7. M. P. Poschen (OIT) a exposé le contexte général et les objectifs du séminaire. Les efforts de communication déployés par le secteur de la foresterie n'avaient pas donné de grands résultats et on considérait souvent que les exploitants et les propriétaires forestiers n'arrivaient pas à se faire comprendre. Les organes d'information, les organisations non gouvernementales et les hommes politiques ne semblaient pas accorder beaucoup d'attention aux messages que le secteur de la foresterie essayait de faire parvenir, par exemple en ce qui concernait les multiples fonctions bénéfiques des forêts et l'importante action des forestiers pour que les forêts rendent effectivement les services attendus. L'organisation du séminaire répondait à l'appel lancé par la troisième Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe, qui avait demandé une meilleure communication et l'instauration de partenariats avec les groupes d'intérêt extérieurs

au secteur forestier. Le programme avait été conçu de façon à permettre le maximum d'échanges entre les participants, en vue d'ouvrir la voie à des modes d'approche plus efficaces.

8. Pour lancer le débat, M. W. Wenger (Suisse) a énoncé huit idées concernant les relations publiques en foresterie telle qu'un étranger à la foresterie la percevait. Il s'est demandé si le secteur n'avait pas manqué quelques occasions en ne répondant pas à l'attente du public qui souhaitait être mieux informé sur les écosystèmes forestiers et il s'est interrogé sur les raisons pour lesquelles les forestiers n'avaient pas réussi à tirer parti de l'attitude foncièrement positive de la population à l'égard de la forêt. À son avis, fondamentalement, les forestiers n'étaient pas favorables à une participation de la population à la foresterie. Du coup, ils ne faisaient pas de grands efforts pour comprendre les besoins et les motivations du public et pour «vendre» les produits et les services forestiers plus efficacement.

Profil de la clientèle – société (point 4)

9. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les documents ci-après ont été présentés: M^{me} R. Kyburz-Graber (Suisse): «Les nouvelles orientations de la pédagogie de l'environnement», M. I. Gschwandtl (Autriche): «La communication professionnelle aux niveaux local, national et international, partie intégrante de la gestion durable des forêts» et M. M. Wenner (Royaume-Uni): «La participation à la foresterie».

10. Au cours du débat qui a suivi, les participants se sont demandé s'il existait une stratégie pour inciter le personnel forestier à s'intéresser activement aux relations publiques et à l'éducation à l'environnement, et comment cette stratégie était appliquée. Pour M. Gschwandtl, il s'agissait là effectivement d'une question difficile. D'après des expériences faites par le service forestier autrichien, il fallait principalement que la direction décide clairement de s'engager, que quelqu'un prenne l'initiative et que des ressources soient disponibles. À ce sujet, M. Wenner a évoqué l'étude sur la participation du public dans la foresterie, à laquelle des travailleurs et des syndicats avaient été associés également. Il était évident que souvent les travailleurs forestiers n'étaient pas suffisamment associés aux relations avec le public. M^{me} Kyburz-Graber a fait remarquer qu'une stratégie linéaire, allant du sommet à la base, n'était guère un moyen réalisable de promouvoir l'éducation à l'environnement, et même dans les cas où elle pouvait être mise en œuvre, il était préférable de la conjuguer à un mode d'approche inverse (de la base vers le sommet) permettant de tirer parti de l'expérience positive des praticiens et des réseaux existants.

11. M^{me} Kyburz-Graber a réaffirmé ce qu'elle avait déjà dit au sujet de la place de l'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires, qu'elle a qualifiée de généralement modeste. Un travail à long terme et plus actif donnait de meilleurs résultats. Toutefois, il ne fallait pas se laisser décourager par les effets limités parce que l'objectif ne devait pas être simplement d'infléchir le comportement à l'égard de l'environnement des enfants devenus adultes. L'éducation à l'environnement devait plutôt servir à transmettre une gamme étendue de compétences.

12. Un débat général sur les moyens de rendre l'éducation à l'environnement plus efficace et sur la répartition des rôles entre l'école et la foresterie a suscité un certain nombre de commentaires de la part des participants. Tous s'accordaient généralement à considérer que l'école et la foresterie devaient travailler plus étroitement ensemble. Les forestiers pourraient par

exemple combler les lacunes en matière de connaissances appliquées des enseignants dans ce domaine. L'école et la foresterie devaient l'une et l'autre éviter de se limiter à des manifestations courtes et ponctuelles. Une activité à long terme, sur une durée de 6 à 12 mois, avait plus d'effet et permettait en outre aux enseignants de faire participer leurs collègues et de ne plus travailler isolément. Peut-être les établissements scolaires auraient-ils également plus de chances d'obtenir un financement pour les activités d'éducation à l'environnement, puisqu'ils puiseraient dans le budget général. Le partage des coûts entre l'école et la foresterie était souhaitable. En Autriche, l'État dégageait des subventions pour ces activités.

Les attentes de la clientèle (point 5 de l'ordre du jour)

13. Au titre de ce point, les documents suivants ont été présentés: M. D. Schmechel (Allemagne): «Relations publiques et forêts: buts, contenu et stratégies»; M^{me} D. Krumland (Allemagne): «La forêt dans les médias» et M^{me} Paivi Salpakivi-Salomaa (Finlande): «La communication relative à l'emploi de la forêt à des fins industrielles».

14. Plusieurs questions ont été posées à M^{me} Salpakivi-Salomaa au sujet de l'expérience de la Finlande en matière de participation du public, en particulier dans les forêts privées. Elle a expliqué qu'il s'agissait d'une initiative relativement récente faisant suite à l'obligation imposée par un nouveau texte législatif de mener des consultations concernant les forêts situées à proximité des centres urbains. Pour les forêts domaniales, la tradition était plus ancrée mais il était souvent difficile de mobiliser une attention suffisante et de concilier des intérêts divergents. La participation du public était pourtant un moyen efficace de communiquer, par exemple de faire connaître la nouvelle «stratégie verte» adoptée par l'industrie forestière.

15. M. Schmechel a développé la question de la difficulté qu'il y avait à trouver les bons groupes cibles pour recevoir une information, étant donné la nature et la complexité des messages à diffuser. Il a relevé qu'il y avait un nombre considérable de groupes cibles différents et une gamme étendue de sujets possibles. Il importait d'avoir une idée très claire de la combinaison particulière de ces variables dans chaque cas. Les stratégies de communication pouvaient viser à satisfaire des besoins exprimés par le public, mais pouvaient également servir à justifier les pratiques en vigueur en matière d'aménagement forestier. À son avis, le deuxième objectif était légitime et les intérêts économiques de la foresterie, par exemple, pouvaient être défendus plus énergiquement.

16. Plusieurs participants ont demandé à M^{me} Krumland des précisions sur le rôle des différents organes d'information dans la communication relative à la foresterie. Elle a répondu que les journaux locaux donnaient généralement une image positive de la foresterie mais que les journaux nationaux étaient très importants pour forger l'opinion. Il faudrait à l'avenir étudier les moyens de faire davantage appel à la télévision et aux médias électroniques, comme l'Internet. L'un des écueils des stratégies de communication privilégiant les organes d'information était une tendance à confondre les organes d'information avec le groupe cible ultime. Les forestiers n'avaient pas toujours très bien réussi à créer l'information. Ils avaient tendance à réagir en général à des événements comme des catastrophes naturelles, et envoyaient donc souvent des messages négatifs. Dans le même temps toutefois, ils réussissaient à apparaître comme ceux qui avaient résolu les problèmes.

Mise en pratique (point 6)

17. Le sujet a été étudié dans deux documents: M. G. Buttoud (France): «Nécessité d'une communication réciproque entre le service des forêts et le public» et M. J. Eriksen (Danemark): «Présentation du projet sur "L'enseignement relatif aux forêts"».

18. Les deux experts ont estimé qu'il était souhaitable de faire participer les parents à l'éducation à l'environnement des enfants. Cela se faisait beaucoup au Danemark et en France, où l'éducation des enfants était souvent considérée comme un moyen indirect d'éduquer aussi les parents. M. Buttoud, à qui on a demandé si son modèle de communication réciproque fonctionnait à tous les niveaux, a confirmé qu'il était applicable depuis l'échelon national jusqu'à l'unité d'exploitation forestière. L'unité de base était d'ailleurs probablement le niveau idéal, en particulier quand il s'agissait de forêts domaniales. Malheureusement, il n'y avait aucune expérience concrète en France. Un participant a émis des doutes sur la nécessité de mettre en place de nouveaux mécanismes de communication vu que de nombreux forestiers étaient déjà quasiment submergés d'informations et participaient déjà à de nombreux réseaux locaux. M. Buttoud a répondu qu'effectivement les mécanismes informels fonctionnaient très bien dans certains pays. Dans d'autres, le processus dualiste de communication décrit avait été en revanche indispensable et donnait d'excellents résultats. Le principal inconvénient en était peut-être le coût qui empêchait qu'il soit plus largement appliqué.

Éducation et participation (point 7)

19. Au titre de ce point de l'ordre du jour, des documents ont été présentés par M. F. Lohri (Suisse) sur le thème «La pédagogie de la forêt – une exigence de notre temps»; M. Ch. Leuthold (Suisse) sur la «Participation à une action durable – concevoir l'avenir» et M. M. Stuber (Suisse) sur le thème «de l'utilisation multiple traditionnelle à la gestion professionnelle des forêts. La société prend congé de la forêt».

20. Le débat a été centré sur le rôle de l'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie et sur le partage des responsabilités en la matière. M. Leuthold a souligné que la forêt n'offrait pas seulement des possibilités récréatives mais était également un moyen unique d'éducation. Il fallait saisir cette occasion et introduire l'éducation parmi les fonctions des forestiers. Le but n'était pas de transformer les forestiers en enseignants mais de les rendre mieux à même de fournir des informations sur la forêt et de s'associer aux éducateurs. L'intervenant a également souligné qu'il fallait que l'éducation environnementale soit axée sur l'être humain plutôt que sur la forêt afin de promouvoir l'épanouissement spirituel et social des enfants et des adolescents. M. Lohri a émis le souhait qu'on comprenne mieux la responsabilité pédagogique qui incombait aux forestiers. Ces derniers avaient une occasion unique de renforcer la motivation des jeunes à contribuer à la société et à assumer la responsabilité de leurs actes. Les forestiers devaient à la fois apprendre à mieux communiquer et à mieux écouter.

21. On a posé la question de savoir s'il était difficile de motiver les jeunes, en particulier les filles, pour qu'ils participent à des activités éducatives qui incluaient l'abattage d'arbres, ce qui pouvait être considéré comme destructeur et dommageable. Pour M. Leuthold, cela ne posait en général pas de problème, même s'il était vrai que l'être humain était en général perçu comme un ennemi de la nature. Il fallait corriger cette conception erronée en montrant que l'homme dépendait de la nature et en faisait partie. Si l'on incitait les participants à exprimer leurs doutes,

même le fait d'abattre un arbre, c'est-à-dire de le tuer, pourrait être envisagé différemment. L'orateur a cité Goethe qui disait que la mort était la voie choisie par la nature pour recréer la vie. Au sens figuré, cela correspondait à ce que les jeunes vivaient pendant la puberté. Un participant a fait observer que les forêts de montagne présentaient des avantages pour ce type d'éducation qui pourrait et devrait néanmoins être également dispensée ailleurs, en particulier près des zones urbaines.

22. Certains participants ont contesté l'interprétation de M. Stuber concernant l'histoire de la forêt et la généralisation de ses conclusions. Il était évident qu'il y avait toujours eu et qu'il y aurait toujours des conflits concernant l'accès aux ressources. Si l'on voulait avancer, ces conflits devaient être reconnus et les forêts ouvertes au public par de nouveaux moyens. M. Stuber a admis que l'époque où l'homme dépendait des forêts pour sa subsistance n'avait pas été idyllique mais qu'elle s'était plutôt traduite par une dégradation des forêts. Il a fallu pour remettre en état cette ressource introduire certaines restrictions imposées dans le cadre de la «durabilité des forêts».

23. Après le débat, les participants ont été répartis en trois ateliers traitant des thèmes suivants: 1) l'Internet en tant qu'auxiliaire pédagogique; 2) les écoles forestières et 3) la participation. Les résultats de chaque atelier ont été présentés et pris en compte dans les conclusions et recommandations. Les ateliers ont été respectivement ouverts par des présentations de M. B. Stöckli (atelier 1), M. G. Slotosch (atelier 2) et M. Y. Kazemir et M^{me} A. Finger (atelier 3).

Sujets d'intérêt spécial choisis (point 8)

24. Les orateurs suivants ont présenté des documents: M. P. Domont (Suisse) sur le thème «Pas de forêt, pas de musique»; M. J. Trümpler (Suisse) sur «Les modalités supplémentaires et nouvelles actions de relations publiques»; M. K. Moser (Suisse) a présenté un document établi par M. Seeland (Suisse) sur le thème «La gestion durable des espaces verts en milieu urbain – comparaison entre Genève, Lugano et Zurich».

25. Les participants au débat se sont ralliés à l'avis de M. Domont concernant la nécessité de créer des possibilités de diffusion de messages positifs mais ont remis en cause son affirmation selon laquelle les forestiers ne pouvaient s'exprimer au nom de la forêt. Un participant a estimé, avec M. Domont, que les forestiers devaient se définir eux-mêmes et leur relation avec la forêt plutôt qu'affirmer qu'ils parlaient en son nom.

26. Le manque de temps et les contraintes financières semblaient faire obstacle aux relations publiques et les participants ont demandé à M. Trümpler comment surmonter ces problèmes dans son organisation. L'intervenant a répondu que ce qui importait le plus, c'était la motivation. On pouvait toujours trouver le temps si on avait l'enthousiasme nécessaire. La motivation était essentiellement suscitée par la formation et la délégation des responsabilités au lieu d'une communication et d'une reconnaissance du sommet vers la base.

27. La discussion de l'après-midi a également été suivie de trois ateliers sur les thèmes suivants: atelier 4 «Communications relatives à l'environnement»; atelier 5 «L'influence de l'éducation relative à l'environnement à l'intention des adultes sur la perception des risques naturels et l'acceptation de contre-mesures» et l'atelier 6 «Planification forestière: possibilité de dialogue». Les thèmes ont été présentés par M^{me} M. Conzetti (atelier 5) et M. D. Bettelini

(atelier 6). Les résultats de chaque atelier ont été présentés en séance plénière et intégrés dans les conclusions et recommandations.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS (point 9)

Conclusions

28. «Aller à la rencontre du public» est devenu essentiel pour la foresterie. C'est aussi un élément important du travail de nombreux forestiers. Alors qu'ils ont été formés à l'aménagement des forêts, ils trouvent ensuite en face d'eux des individus et non pas des arbres, pendant une bonne partie de leur temps.

29. Si davantage de communication est nécessaire aujourd'hui, c'est pour la raison importante que la distance entre les forêts et le public est de plus en plus grande, tant du point de vue géographique qu'économique. La grande majorité de la population vit en zone urbaine et le nombre de personnes dont les revenus dépendent directement des forêts régresse. La population est donc peu en contact avec la forêt et la foresterie et en a une connaissance et une compréhension de plus en plus réduites.

30. Un autre facteur est le déclin de l'importance de la foresterie par rapport à d'autres secteurs économiques, qui fait qu'elle est moins visible et recueille moins d'attention, en particulier de la part des responsables politiques. Parallèlement, des groupes extérieurs au secteur de la foresterie ont de leur côté réussi à mobiliser un appui et des ressources et à avoir une influence sur les décisions, au détriment des forestiers, principalement grâce à leurs stratégies de communication très efficaces.

31. Enfin, la forêt ne pourra pas assurer l'éventail des services qu'elle peut apporter à la société sans communication satisfaisante. Les attentes de la société évoluent. Elles se sont diversifiées, ce qui ouvre de nouvelles possibilités de service et dans certains cas de nouvelles possibilités de création de revenu. Il peut y avoir conflit d'intérêts aussi bien entre le secteur forestier et certains secteurs de la population qu'entre les différents groupes d'usagers de la forêt. La foresterie doit pouvoir répondre à cette diversité avec une offre tout aussi variée de régimes d'aménagement forestier et doit pouvoir concilier des intérêts antagonistes. Encore faut-il que des courants d'information et de dialogue réciproques soient établis.

32. Face à ces nouvelles tendances, le secteur de la foresterie doit donc se fixer pour mission:

- De faire œuvre d'enseignant au sujet des forêts et de la foresterie;
- D'éduquer à travers les forêts et la foresterie;
- D'informer et de se tenir informé;
- D'instaurer un dialogue avec les utilisateurs de la forêt afin de repérer les demandes et de régler les éventuels conflits.

Toutes les formes de communication doivent avoir pour objectif général de susciter la confiance et de convaincre le public que les forestiers sont les gardiens des forêts et que leur rôle est

de permettre aux forêts de remplir durablement toute une gamme de fonctions économiques, sociales et écologiques. Elles doivent viser aussi à promouvoir l'utilisation de produits et de services forestiers.

33. La communication est une tâche complexe en foresterie. Elle doit couvrir un grand nombre de thèmes, viser des groupes cibles très divers et s'adapter aux divers niveaux géographiques. La conjugaison de ces facteurs et d'autres encore oblige à mettre en place des stratégies sur mesure si l'on veut que la communication soit efficace. La définition de ces stratégies et le rôle de chacune ne sont peut-être pas totalement clairs, mais nul ne conteste qu'au moins trois approches complémentaires à l'égard de la communication s'offrent au secteur forestier:

- Relations publiques;
- Éducation à l'environnement dans le contexte des forêts;
- Participation du public.

34. Ces méthodes ont été utilisées à des degrés divers et avec plus ou moins de succès. Une bonne communication peut grandement faciliter l'aménagement forestier en atténuant les conflits, résultat qui permet de récupérer une bonne partie du temps et de l'argent investis. En général toutefois, les efforts de communication du secteur forestier ne sont jugés suffisants ni par leur ampleur, ni par leur efficacité. Cette situation peu satisfaisante tient en partie à des stratégies de communication insuffisamment claires et cohérentes. Malgré son rôle essentiel, la communication n'est pas encore reconnue comme une fonction majeure pour la foresterie et les exploitants forestiers; ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle est confiée à des spécialistes.

35. L'information consacrée à la foresterie par les médias est généralement limitée. Le plus souvent on parle de la foresterie à l'occasion de catastrophes, ce qui véhicule des images négatives de menaces et de dévastation. La presse écrite a publié des recherches utiles sur les forêts et la foresterie, qui ont beaucoup contribué à mettre en lumière les améliorations qui s'imposaient. En revanche, les organes d'information comme la télévision savent très peu de choses de la foresterie et le recours à l'Internet est également insuffisant.

36. L'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie a considérablement progressé au cours des dix dernières années. Il existe maintenant de bonnes méthodes pédagogiques, adaptées aux différents groupes d'âge. Le matériel d'enseignement et les accessoires didactiques sont très abondants. Des programmes de formation des maîtres ont fait leurs preuves et ont permis de former un grand nombre de spécialistes. Il existe aussi un nombre de plus en plus important d'études sur les incidences de cet enseignement. Les conclusions ont confirmé les données d'expérience qui tendaient à montrer que l'éducation à l'environnement n'a d'effet tangible que si elle se poursuit sur une durée suffisante et permet aux élèves de participer activement à des expériences concrètes les mettant en rapport avec les forêts et l'exploitation forestière. L'éducation à l'environnement devrait toutefois aller plus loin que l'acquisition de connaissances sur la forêt et la foresterie. Tirant parti de l'environnement forestier et du contact direct avec la nature, elle peut être un outil très efficace pour développer la personnalité et la sociabilité chez les jeunes. Elle a également été appliquée avec succès pour les adultes, notamment pour la formation à la gestion et la constitution d'équipes dans les entreprises. Ces résultats encourageants ont fait que l'éducation à l'environnement suscite

un grand intérêt dans un certain nombre de pays, mais son application est encore limitée par le manque de ressources et l'absence de coordination.

37. La participation du public ne fait partie que depuis peu de l'arsenal des moyens de communication de la foresterie et commence à peine à être utilisée. On s'attend généralement qu'elle joue un rôle utile pour envoyer des messages aux usagers de la forêt et aux groupes intéressés et pour obtenir d'eux des informations. Elle contribuera ainsi à faire mieux connaître et mieux accepter les pratiques en matière de foresterie. Ce soutien peut conduire à des collaborations et à des partenariats, et permettre d'obtenir un appui politique et financier pour le secteur forestier. Dans les pays où traditionnellement la participation du public est faible, des doutes persistent quant aux possibilités de régler les conflits grâce à la participation. Des réserves sont également émises, dans certains pays, au sujet de son application pratique dans les forêts privées. En dernier ressort, la participation volontaire du public n'aboutira que si toutes les parties y voient des avantages supérieurs aux coûts. Il faut attendre d'avoir plus d'expérience pour déterminer la part du financement public dans la répartition des coûts et avantages entre les divers groupes d'intérêt.

Recommandations adressées aux pays membres

38. Le secteur forestier devrait reconnaître l'importance et le rôle de la communication dans la foresterie contemporaine et en tenir compte dans ses méthodes de travail. L'information doit circuler dans les deux sens. Il faudra à l'avenir se mettre beaucoup plus à l'écoute des groupements d'usagers des forêts et du grand public.

39. La communication devrait anticiper les besoins et créer des occasions de diffuser des messages positifs sur les forêts et la foresterie. La communication devrait faire intervenir l'ensemble du personnel d'une organisation et bénéficier clairement de l'appui des cadres dirigeants, y compris sous la forme d'un financement ainsi que de politiques et stratégies de communication appropriés. Elle devrait encourager l'initiative et adopter des idées émanant du personnel forestier. Des formes novatrices de mobilisation de ressources, comme le parrainage, ont été définies mais il n'est pas certain qu'elles puissent être reproduites à une plus grande échelle. Le caractère limité et fluctuant du financement reste l'une des principales entraves à toutes les formes de communication de la foresterie. Des ressources supplémentaires, tant publiques que privées, devraient être dégagées pour surmonter cet obstacle.

40. La définition des emplois, le recrutement et la formation devraient tenir compte du fait que la communication est devenue l'une des principales fonctions du personnel forestier. Celui-ci devrait se former aux techniques de communication, sans pour autant essayer de se substituer aux spécialistes des relations publiques ou aux éducateurs. Les forestiers devraient planifier et mener ces activités en collaboration avec les professionnels de la communication si l'on veut que cette dernière soit efficace.

41. Les relations publiques devraient offrir activement des possibilités de diffuser des messages positifs sur les forêts et la foresterie. Cette information devrait être honnête et non mensongère si l'on veut que les forestiers exercent de façon crédible leurs rôles d'interlocuteurs et d'intermédiaires entre le public et la foresterie. L'origine de l'information et ses liens avec la foresterie devraient toujours être clairement précisés. Les messages devraient être adaptés au public visé. La notion de proximité – géographique, effective, temporelle – devrait être exploitée

pour créer des messages qui suscitent l'intérêt du groupe cible. Un certain nombre de notions utilisables existent, mais les méthodes employées dans les relations publiques doivent être affinées davantage. Le meilleur moyen d'aller de l'avant dans ce domaine est de faire appel aux connaissances existantes des spécialistes et de voir ce qui se fait dans d'autres secteurs, voire d'autres pays.

42. Une initiation à l'environnement concernant plus particulièrement les forêts devrait être incorporée dans les programmes scolaires de base. Des consultations de haut niveau en vue de la conclusion d'accords doivent être organisées à cet effet entre les secteurs de la foresterie et de l'éducation. Ces accords sont en outre indispensables pour garantir une base financière stable et faire en sorte que les forestiers et les enseignants coopèrent de façon aussi étroite que voulu. Les cours correspondants devraient être assurés en coopération avec les enseignants, les spécialistes et les forestiers. Des projets à long terme menés par plusieurs enseignants d'une école sont préférables à des activités ponctuelles à l'impact limité. L'éducation relative à l'environnement devrait aussi s'adresser aux adultes.

43. Il faudrait plus largement solliciter la participation du public et analyser et partager les données d'expérience dans ce domaine. Comme pour les autres formes de communication, ce sont les professionnels qui devraient en être chargés. La stratégie et les méthodes employées doivent être adaptées à la question à l'examen, aux groupes visés et au cadre social, culturel et institutionnel auquel elles doivent s'appliquer. Le rapport de l'équipe de spécialistes de la participation du public du Comité mixte contribue utilement à préciser la notion de participation du public et à identifier les utilisations possibles. Il devrait faire l'objet d'une diffusion plus large et être mis à la disposition des forestiers qui travaillent sur le terrain, sous une forme condensée et facile à utiliser.

Recommandations adressées au Comité mixte

44. Il y a beaucoup à gagner d'un échange international permanent sur la communication dans le domaine de la foresterie. Le Comité mixte devrait coopérer avec l'équipe CEE/FAO de spécialistes de la communication dans le secteur forestier pour réunir des données sur les stratégies ayant fait leurs preuves et les diffuser, aux professionnels notamment. Il devrait envisager la possibilité d'organiser des stages de formation internationaux sur la question.

45. Pour suivre les progrès réalisés, le Comité mixte devrait organiser un séminaire auquel devraient participer des représentants des milieux industriels et commerciaux, et des établissements d'enseignement, des spécialistes des relations publiques, des éducateurs n'appartenant pas au secteur de la foresterie, ainsi que des représentants du public.

46. Le Comité mixte devrait étudier les moyens de faire en sorte que la Journée internationale de la forêt (21 mars) soit une occasion de communiquer, et de renforcer la coordination des efforts nationaux déployés à cet égard.

47. Le Comité mixte devrait veiller à ce que les conclusions et les recommandations du Séminaire soient portées à l'attention des décideurs politiques, y compris la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe.

Recommandations adressées aux instituts de recherche et à l'IUFRO

48. Des travaux de recherche sont nécessaires pour combler les lacunes existantes dans les données relatives à la nature et à l'efficacité des relations publiques dans le domaine de la foresterie, notamment en ce qui concerne les médias électroniques comme la télévision et l'Internet. Il conviendrait de consacrer des travaux d'évaluation aux activités d'éducation relatives à l'environnement.

49. La recherche devrait aider la foresterie à comprendre les attitudes, les sentiments, les motivations et les connaissances du public, permettant ainsi d'établir les profils de client et de mieux cibler la communication.

50. Les instituts de recherche devraient réfléchir sur leurs propres stratégies de communication et veiller à ce que les résultats de leurs recherches soient aisément accessibles sous des formes et par des moyens adaptés aux différents groupes d'utilisateurs.

51. Une visite d'étude d'une journée a eu lieu le mardi 9 octobre. Les points saillants en sont résumés à l'annexe du présent rapport.

Questions diverses (point 10)

52. Le matin du 11 octobre, une session d'atelier «ouverte» a été organisée. Neuf thèmes proposés par des participants au séminaire y ont été discutés:

- Huit thèses sur la communication en foresterie;
- La communication en foresterie grâce aux médias;
- Comment mobiliser des ressources en faveur de la communication en foresterie?
- Le thème de la viabilité dans l'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie;
- La formation d'instructeurs chargés de l'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie;
- Comment et avec quels partenaires développer l'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie?
- Faut-il axer l'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie sur la forêt ou sur l'être humain?
- Les instruments futurs de l'éducation environnementale dans le domaine de la foresterie;
- Les processus de participation du public.

Les conclusions des groupes de travail seront résumées dans les actes du séminaire, qui seront publiés par le pays hôte.

53. Le Président du Comité mixte, M. Höfle, a chaleureusement remercié les organisateurs au nom du Comité et des participants pour leur hospitalité et la qualité de l'organisation. De nombreux participants en repartiraient avec des notions plus claires et des idées nouvelles. Parmi les personnels qui avaient contribué au déroulement du séminaire, il a remercié particulièrement M^{me} Kind, de la Section du bois CEE/FAO, pour sa contribution au séminaire et ses nombreuses années de travail et de dévouement loin des feux de la rampe. C'était souvent grâce à ses efforts que le Comité mixte avait pu assurer la qualité de ses activités et de ses produits, tout en respectant les échéances fixées.

54. Dans ses observations finales, M. Schärer, Directeur de l'Office fédéral suisse des forêts, a déclaré que les espoirs qu'il avait exprimés à l'ouverture du séminaire étaient exaucés. Une importante conclusion du séminaire était que les forestiers ne se «vendaient» pas bien. Ils ne faisaient pas usage du potentiel que constituait leur rôle de médiateurs entre les forêts et la société. De toute évidence, le profil de poste des forestiers n'était plus le même, et la communication était devenue pour eux une fonction centrale. Il fallait donc modifier en conséquence les descriptions d'emploi et la formation. L'éducation devait être envisagée sous un angle professionnel et, comme la communication en général, exigeait une coopération avec des spécialistes d'autres disciplines. L'intervenant a demandé à tous les participants de faire connaître largement le message du séminaire. Pour sa part, il a annoncé que l'Office fédéral suisse des forêts en rendrait publics les résultats et organiserait une réunion de suivi à l'échelon national. Des contacts avec le secteur de l'éducation seraient établis à l'échelon politique. M. Schärer avait déjà demandé au service compétent de l'Office fédéral d'élaborer un programme d'action tenant compte des conclusions du séminaire et définissant les domaines dans lesquels l'Office fédéral accorderait son soutien aux efforts de communication dans le domaine de la foresterie.

Adoption du rapport (point 11)

55. Le séminaire a adopté les conclusions et recommandations établies par le secrétariat, avec certaines modifications qui ont été incorporées dans le présent texte. Il a adopté les autres parties du rapport, étant entendu que le secrétariat y incorporerait les modifications communiquées par les participants. Ces modifications apparaissent dans le texte ci-dessus.

Annexe

Visites d'étude

Les visites d'étude organisées le mardi 9 octobre étaient axées, le matin, sur le thème «information/expérience», et l'après-midi, sur le thème «interaction/participation du public». Elles visaient à permettre aux participants de participer à une rencontre véritable avec les médias, de prendre directement connaissance d'instruments et de méthodes typiques de l'éducation à l'environnement et de s'informer à la fois des intérêts des utilisateurs et des propriétaires de forêts dans la région de l'Emmental, ainsi que des types de relations que le service des forêts entretient avec les différents groupes.

La première activité de la journée a été une visite au village d'Arnisäge où des représentants de la population villageoise, des autorités locales, et de l'école ont assuré l'introduction au projet concernant le «Sentier de la durabilité d'Arnisäge» (voir plus bas). On avait donné à cette introduction la forme d'une conférence de presse dynamique dans laquelle un modérateur professionnel invitait les participants à faire de courtes interventions et animait le débat entre les différents acteurs.

Éducation à l'environnement

Les participants ont été divisés en quatre groupes pour participer à des activités d'éducation environnementales simulées, portant sur: 1) le sentier de la durabilité d'Arnisäge, 2) la formation à la foresterie de montagne, 3) les traces d'animaux, et 4) l'expérience sensorielle de la forêt.

MM. M. Stuber et S. Eggenber ont dirigé la visite du «*Sentier de la durabilité d'Arnisäge*». Il s'agit d'un projet faisant suite au Sentier botanique de Rotiholz établi dans les années 70, qui était devenu obsolète. Le nouveau projet devait donner davantage de possibilités d'activité et d'expérience pratique que l'ancien sentier. Il comportait quatre parties, dont chacune correspondait à un aspect différent de la durabilité: le Sentier des sens (la durabilité rendue tangible), le Sentier de l'histoire (expériences durables datant de l'âge du bois), le Sentier des arbres (des arbres pour des générations) et le Zigzag du bûcheron (production durable de bois d'œuvre dans la forêt de Rotiholz). Les travaux de conception et de construction avaient été exécutés en grande partie par les élèves d'écoles locales et par des volontaires du Lions Club de Wormental, avec l'aide de conseillers scientifiques et d'artistes. Le Lions Club et d'autres partenaires locaux avaient aussi fourni les fonds nécessaires. La conception du projet a commencé en 1996. Une première partie en a été achevée en 1998, les deux suivantes en 1999, et la dernière pendant l'été 2001. De plus, un sentier a été ouvert en 2001 pour expliquer les dévastations causées par l'ouragan «Lothar» dont le sentier a aussi été victime en décembre 2000.

Le *Centre de formation à la foresterie de montagne* a été présenté par son fondateur, M. C. Leuthold. Il s'agit d'un centre à orientation pratique où des jeunes peuvent faire directement l'expérience d'importantes activités forestières. Ce que l'on souligne, dans ce centre, c'est que même si l'éducation à la forêt n'est pas essentiellement une question de forêt, mais de sain développement des jeunes, l'engagement des jeunes qui en auront bénéficié se traduira en retour par de substantiels avantages pour la forêt et la foresterie. Les enfants et les adolescents

qui auront retiré du plaisir de leur expérience de la forêt, auront appris à connaître sa nature et les avantages à en attendre feront probablement preuve de respect et de compréhension, une fois devenus adultes, citoyens et parents. Après une brève introduction à l'utilisation des haches et des scies à main, on a montré aux participants comment abattre à la main un gros épicéa.

M^{me} Marlis Labudde-Dimmler a dirigé le groupe chargé du programme *Traces animales*. Ce programme était une simulation d'un stage d'une demi-journée qu'elle aurait organisé pour un groupe de 15 à 20 élèves, venus en général de zones urbaines et âgés de 9 à 12 ans. Pour commencer, les participants ont formé un cercle et, les yeux fermés, ont fait passer différents objets qui sont des «traces», en ce sens qu'ils révèlent la présence de certains animaux de la forêt. Ces objets ont ensuite été exposés et une histoire a été racontée à propos de chacun d'eux. Au cours d'une troisième activité, il a été demandé aux participants de réunir eux-mêmes des «traces» dans les forêts environnantes, puis leurs trouvailles ont été identifiées et discutées. Deux jeux souvent employés ont fait l'objet d'une démonstration. Dans le premier, des magiciens attrapent certains élèves et les transforment en animaux. Ceux-ci peuvent obtenir leur libération en indiquant, mais sans parler, aux autres joueurs en quelles espèces ils ont été transformés. Le second jeu illustre ce que représentent les coureurs et les chiens en liberté pour des chevreuils. Un groupe joue le rôle d'un troupeau de chevreuils au repos, tandis que des coureurs et des chiens apparaissent soudainement et chassent les animaux, lesquels s'efforcent de s'échapper dans le sous-bois. Le programme se terminait par l'inspection d'un vaste ensemble de terriers de blaireaux dans le voisinage. Pour de tels programmes, le droit à payer est de 150 à 200 francs suisses par matinée. Ces activités ne sont pas financées sur fonds publics, et une tradition voulant que l'éducation environnementale soit assurée gratuitement fait qu'il est à peu près impossible de vendre des services professionnels dans ce domaine.

Le quatrième atelier, dirigé par M^{me} T. Rauch, sur l'*Expérience sensorielle de la forêt*, visait à encourager les participants à être créatifs et à transformer leurs expériences concrètes de la forêt en images symboliques. L'idée était d'adopter des stratégies durables qui ne peuvent être efficaces que si l'être humain tout entier s'efforce de saisir les complexités de la réalité. La pensée analytique à elle seule ne suffit pas à comprendre la réalité. Celle-ci doit être appréhendée au moyen de toutes les facultés, y compris l'intuition. Or la société préfère et privilégie la pensée analytique, scientifique. Il est donc nécessaire d'insister sur l'importance d'une approche globale – et c'est ce que l'atelier a voulu faire.

L'après-midi, le groupe a été emmené en un autre endroit de la vallée, où le processus de planification forestière et son interaction avec le public ont été présentés par les forestiers du district, MM. W. Marti et R. Bill. Des représentants de différents groupes d'intérêt ont expliqué ce qu'avait été leur position et ce qu'ils pensaient des résultats du processus de planification. Il y avait là l'administration locale, soucieuse de lutter contre l'érosion et de régulariser les torrents; les propriétaires locaux de forêts privées, qui s'inquiétaient des obstacles économiques gênant la récolte; un groupe se réclamant de la protection de la nature, qui voulait protéger l'habitat d'espèces rares; enfin, des clubs de sportifs, pratiquant la course d'orientation, par exemple, qui tenaient à la liberté d'accès. Le service des forêts lui-même avait voulu construire une route pour pouvoir extraire dans des conditions économiques du bois d'œuvre de forêts trop âgées comportant des volumes sur pied supérieurs à 600 m³/hectare et de très grands arbres. Dans l'ensemble, grâce à une planification faisant appel à la participation des intéressés, on avait réussi, dans ce cas, à concilier des intérêts différents.

Le pont en bois de Schüpbach

Dernière activité de la journée: le groupe a visité le nouveau pont de bois de Schüpbach. C'est l'un des plus importants des ponts de ce type en Europe, et un exemple de ce que l'ingénierie moderne des structures en bois peut accomplir à des prix compétitifs.
